

## Assemblée générale extraordinaire

### Reformulation de la charte du Réseau " Sortir du nucléaire "

Pour rappel, la charte actuelle du Réseau se trouve sur : <https://www.sortirdunucleaire.org/charte>

#### Objectif de cette note

Présenter les raisons de la reformulation de la charte ainsi que le travail fait pour arriver à la nouvelle proposition.

#### Contexte et historique

→ La charte actuelle du Réseau contient un passage faisant mention du gaz comme énergie de transition :

- le recours, en phase transitoire, à des techniques de production énergétique les moins néfastes possible pour l'environnement (centrales au gaz, cogénération ...).

→ La charte du Réseau se veut un document qui montre nos valeurs et non un document d'ordre technique

→ Lors de l'AG 2021, a été soumis au vote des groupes adhérents la proposition suivante :

**L'AG donne mandat au CA pour réaliser une modification de formulation de la charte qui permette d'afficher plus clairement notre prise en compte du risque climatique**

*La Charte du Réseau a été élaborée en 1997, à une période où les énergies renouvelables étaient encore très marginales en France et où la possibilité de sortir du nucléaire devait être démontrée. La référence au gaz comme solution transitoire apparaissait alors incontournable pour crédibiliser la faisabilité de la sortie.*

*Près de 25 ans après, le contexte a changé. Désormais, ce ne sont plus seulement les associations ou partis politiques qui proposent une vision d'une France sans nucléaire. Des instituts de recherche ont travaillé sur le sujet, et RTE y a même consacré des scénarios, qui attestent que sortir du nucléaire et aller vers 100% d'énergie renouvelable est tout à fait possible techniquement.*

*Même si leur développement ne fait pas l'objet d'un soutien suffisant par le pouvoir en place, dans le monde entier, les énergies renouvelables ont connu un développement qui dépasse largement les prévisions. Des scénarios ont émergé où le recours au gaz n'est plus un passage obligé, ou reste marginal. Dans ce contexte, cette mention du gaz n'est plus nécessaire pour crédibiliser la sortie du nucléaire et commence au contraire à nous porter préjudice.*

*En effet, chacun a pu faire l'expérience, ces dernières années, de sécheresses, canicules et tempêtes de plus en plus fréquentes et intenses, sous l'effet d'un changement climatique alimenté en très grande partie par le recours aux énergies fossiles. Alors que l'industrie nucléaire tente de surfer sur la préoccupation légitime pour la limitation de nos émissions de gaz à effet de serre, nous devons absolument rappeler que le nucléaire n'est pas une solution, et que, contrairement à ce que prétendent nos détracteurs, la sortie du nucléaire n'impose pas un recours massif aux énergies fossiles. Nous en faisons tous l'expérience dans nos mobilisations : plus que jamais, nous devons renforcer nos liens avec le mouvement pour la justice climatique et parvenir à une meilleur prise en compte de nos préoccupations respectives, d'un côté comme de l'autre. Outre-Rhin, un mouvement de mobilisation de masse comme EndeGelände, résolument antinucléaire, opposé à la poursuite de*

*l'exploitation du charbon et également actif contre la construction de nouvelles infrastructures gazières, peut être une source d'inspiration.*

*Dans cette optique, nous proposons que le CA du Réseau travaille à une reformulation de la charte qui, tout en respectant les principes fondateurs de notre association consistant à ne pas prendre partie pour tel ou tel scénario, permette d'éviter de laisser croire que nous encouragerions un recours aux énergies fossiles. Cette reformulation sera aussi l'occasion d'intégrer dans les « considérants » la vulnérabilité du nucléaire aux phénomènes climatiques extrêmes et le fait que cette technologie n'est pas une solution pour réduire nos émissions.*

L'AG a voté POUR et un groupe de travail a été créé.

Dans le contexte de la guerre en Ukraine, alors que la nécessité de se passer du gaz russe apparaît de plus en plus pressante, cette modification est nécessaire.

## **Groupe de travail**

→ Membres

Salarié·es : Charlotte et Camila (en tant que modératrice et animatrice du groupe),

Bénévoles : Pierre Combaz, Antoine Bonduelle et Damien Renault

Le groupe de travail s'est réuni plusieurs fois et a travaillé sur des propositions de reformulation de la charte, ces propositions ont été commentées et amendées en collectif par les autres membres du groupe.

→ Fonctionnement défini et validé par le CA

Le groupe de travail se réunit et travaille ensemble sur la reformulation de la charte. Chaque membre fait une proposition de reformulation. Celles-ci sont présentées au CA qui choisit et valide une version. Cette version sera soumise à l'Assemblée générale extraordinaire de 2022.

# Comparaisons entre la charte actuelle et la proposition

Version d'origine	Reformulation
<p><b>Considérant :</b></p> <p>les catastrophes déjà survenues et en cours créant une situation inacceptable pour les populations et dévastant des régions pour toujours,</p> <p>les risques croissants d'accidents majeurs dus au vieillissement inquiétant des installations nucléaires,</p> <p>les dangers que l'accumulation des déchets radioactifs fait courir aux générations présentes et futures,</p> <p>les risques pour la santé, liés à la pollution radioactive due à toute installation nucléaire,</p> <p>que le nucléaire civil favorise directement ou indirectement la prolifération et l'usage de l'arme nucléaire,</p> <p>le coût prohibitif de la filière nucléaire (construction et démantèlement des installations, gestion des déchets radioactifs),</p> <p>les dangers que représente le lobby nucléaire pour la démocratie,</p> <p>que la France est le dernier pays en Europe à tout miser sur le nucléaire,</p> <p>En cette période critique, face aux risques croissants d'accidents et de confrontations militaires, et devant la nécessité de nouvelles orientations énergétiques et stratégiques, nous, citoyens, scientifiques, élus, associations, entreprises... voulons une décision immédiate de sortie urgente du nucléaire civil et militaire.</p> <p><b>Nous voulons :</b></p> <p>l'arrêt des projets d'enfouissement des déchets radioactifs,</p> <p>l'arrêt du retraitement du combustible usé à la Hague et de l'utilisation du plutonium à des fins énergétiques (combustible MOX),</p> <p>l'arrêt des exportations d'électricité et de toute technologie nucléaire,</p> <p>le non renouvellement du parc nucléaire,</p> <p>la fermeture des réacteurs en fonctionnement.</p> <p>l'abolition et l'élimination de toutes les armes nucléaires ou radioactives.</p> <p><b>C'est possible avec :</b></p> <p>le développement des économies d'énergie, la mise en place d'une autre politique énergétique basée sur les énergies renouvelables (éolien, solaire, bois...) fortement créatrices d'emplois, Le recours, en phase transitoire, à des techniques de production énergétique les moins néfastes possible pour l'environnement (centrales au gaz, cogénération ...).</p>	<p><b>Considérant :</b></p> <p>- Les catastrophes déjà survenues et en cours créant une situation inacceptable pour les populations et dévastant des régions pour toujours,</p> <p>- Les risques croissants d'accidents majeurs dus au vieillissement inquiétant des installations nucléaires,</p> <p>- Les dangers que l'accumulation des déchets radioactifs fait courir aux générations présentes et futures,</p> <p>- Les risques pour la santé, liés à la pollution radioactive due à toute installation nucléaire,</p> <p>- Que le nucléaire civil favorise directement ou indirectement la prolifération et l'usage de l'arme nucléaire,</p> <p>- Le coût prohibitif de la filière nucléaire (construction et démantèlement des installations, gestion des déchets radioactifs),</p> <p>- Les dangers que représente le lobby nucléaire pour la démocratie,</p> <p>- Que la construction de nouveaux réacteurs, lente et sujette aux retards, serait une perte de temps et de ressources face à l'urgence climatique, au détriment de moyens plus efficaces.</p> <p>- Les menaces supplémentaires que la multiplication des phénomènes climatiques extrêmes (fortes chaleurs, incendies, montée des eaux) fait peser sur les installations nucléaires et l'inadaptation de ces dernières à un monde qui se réchauffe,</p> <p>- Que la France est l'un des derniers pays dans le monde à miser sur le nucléaire</p> <p>En cette période critique, face aux risques croissants d'accidents et de confrontations militaires, et devant la nécessité de nouvelles orientations énergétiques et stratégiques, nous, citoyen-ne-s, scientifiques, élu-e-s, associations, entreprises... voulons une décision immédiate de sortie urgente du nucléaire civil et militaire.</p> <p><b>Nous voulons :</b></p> <p>- L'arrêt des projets d'enfouissement des déchets radioactifs,</p> <p>- L'arrêt du retraitement du combustible usé à la Hague et de l'utilisation du plutonium à des fins énergétiques (combustible MOX),</p> <p>- L'arrêt des exportations de matériels et technologies nucléaires</p> <p>- Le non renouvellement du parc nucléaire,</p> <p>- La fermeture des réacteurs en fonctionnement.</p> <p>- L'abolition et l'élimination de toutes les armes nucléaires ou radioactives.</p> <p><b>C'est possible avec :</b></p> <p>- La mise en place d'une politique énergétique ambitieuse reposant sur une économie sobre et efficace, et sur un approvisionnement en énergie décentralisé basé sur les énergies renouvelables électriques et thermiques.</p> <p><i>Une France sans nucléaire et 100% renouvelable est un objectif atteignable, compatible avec le respect de nos échéances climatiques et notre sécurité d'approvisionnement, économiquement sensé et fortement créateur d'emplois répartis sur tout le territoire.</i></p>

Le groupe de travail s'en est tenu au mandat précis qui lui a été fixé et n'a pas effectué d'autre proposition de nature politique sur le contenu de la charte.

Il a cependant rectifié deux points qui, d'un point de vue technique et factuel, n'étaient plus valides (l'isolement de la France comme seul pays européen misant sur le nucléaire, alors que les discussions autour de la taxonomie européenne ont montré que d'autres pays européens souhaitaient malheureusement y avoir recours) ou désormais techniquement décalés (demande des arrêts d'exportation d'électricité dans un contexte d'échanges permanents entre les pays européens, dont la France bénéficie d'ailleurs largement lorsqu'une grande partie de son parc est à l'arrêt).

## **Proposition de nouvelle charte mise au vote**

### **Considérant :**

- Les catastrophes déjà survenues et en cours créant une situation inacceptable pour les populations et dévastant des régions pour toujours,
- Les risques croissants d'accidents majeurs dus au vieillissement inquiétant des installations nucléaires,
- Les dangers que l'accumulation des déchets radioactifs fait courir aux générations présentes et futures,
- Les risques pour la santé, liés à la pollution radioactive due à toute installation nucléaire,
- Que le nucléaire civil favorise directement ou indirectement la prolifération et l'usage de l'arme nucléaire,
- Le coût prohibitif de la filière nucléaire (construction et démantèlement des installations, gestion des déchets radioactifs),
- Les dangers que représente le lobby nucléaire pour la démocratie,
- Que la construction de nouveaux réacteurs, lente et sujette aux retards, serait une perte de temps et de ressources face à l'urgence climatique, au détriment de moyens plus efficaces.
- Les menaces supplémentaires que la multiplication des phénomènes climatiques extrêmes (fortes chaleurs, incendies, montée des eaux) fait peser sur les installations nucléaires et l'inadaptation de ces dernières à un monde qui se réchauffe,
- Que la France est l'un des derniers pays dans le monde à miser sur le nucléaire

En cette période critique, face aux risques croissants d'accidents et de confrontations militaires, et devant la nécessité de nouvelles orientations énergétiques et stratégiques, nous, citoyen·ne·s, scientifiques, élu·e·s, associations, entreprises... voulons une décision immédiate de sortie urgente du nucléaire civil et militaire.

### **Nous voulons :**

- L'arrêt des projets d'enfouissement des déchets radioactifs,
- L'arrêt du retraitement du combustible usé à la Hague et de l'utilisation du plutonium à des fins énergétiques (combustible MOX),
- L'arrêt des exportations de matériels et technologies nucléaires
- Le non renouvellement du parc nucléaire,
- La fermeture des réacteurs en fonctionnement.
- L'abolition et l'élimination de toutes les armes nucléaires ou radioactives.

### **C'est possible avec :**

- La mise en place d'une politique énergétique ambitieuse reposant sur une économie sobre et efficace, et sur un approvisionnement en énergie décentralisé basé sur les énergies renouvelables électriques et thermiques.

*Une France sans nucléaire et 100% renouvelable est un objectif atteignable, compatible avec le respect de nos échéances climatiques et notre sécurité d'approvisionnement, économiquement sensé et fortement créateur d'emplois répartis sur tout le territoire.*